

4. En cas de vote favorable de l'assemblée, les modifications doivent être approuvées par les organes compétents de chacune des parties dans un délai maximum de six mois, dans le respect de la législation qui leur est applicable.
5. Chaque partie informe le Président de l'approbation des statuts modifiés selon les modalités prévues par la législation qui lui est applicable. Le Président transmet, une fois que toutes les parties ont procédé à cette approbation, les statuts modifiés au Conseil d'Etat du Canton de Genève en application de la loi genevoise relative aux organismes de coopération transfrontalière (LOCT).
6. Si une année après l'approbation de la modification des statuts par l'assemblée de l'[NOM A TROUVER], tous les membres n'ont pas approuvé cette modification conformément à l'alinéa 4 du présent article, l'assemblée prend acte de la situation et prend les mesures utiles.

Article 27 : Adhésion et retrait de membres

1. L'adhésion d'un nouveau membre peut être proposée par l'une des parties.
2. Le Président doit inscrire la proposition d'adhésion à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.
3. L'assemblée vote l'adhésion de nouveaux membres à la double majorité qualifiée des deux tiers. Simultanément, l'assemblée doit voter la modification des statuts, notamment pour ce qui concerne l'attribution des voix à chacune des parties au sein de l'assemblée (article 10 alinéa 2 des présents statuts) et à la zone géographique couverte par le GLCT (article 6 alinéa 2 des présents statuts).
4. Chacune des parties à l'[NOM A TROUVER] a la possibilité de se retirer de l'[NOM A TROUVER], à condition d'en manifester la volonté, auprès du Président, au plus tard le 30 juin de l'année en cours, pour l'année suivante. Cette modification statutaire est de droit. Elle ne peut être refusée par l'assemblée.
Le Président en avertit sans délai les parties, leurs autorités référentes et les tiers concernés.
Les parties doivent voter une modification des statuts à la prochaine assemblée.
Le Président transmet, une fois que toutes les parties approuvées cette modification, les statuts modifiés au Conseil d'Etat du Canton de Genève en application de la loi genevoise relative aux organismes de coopération transfrontalière (LOCT).
5. La partie démissionnaire reste tenue par les charges préexistantes notamment, en cas de retrait, la participation financière votée reste acquise pour l'année en cours.
6. L'adhésion comme le retrait ne doivent pas modifier la parité des voix à l'assemblée entre les parties françaises et les parties suisses.

Article 28 : Dissolution

1. La dissolution de l'[NOM A TROUVER] est votée par l'assemblée, à l'unanimité. Concomitamment, l'assemblée doit décider des conditions de la liquidation de l'[NOM A TROUVER], en prévoyant les garanties des droits des tiers.
2. Le Président transmet sans délai la décision de l'assemblée au Conseil d'Etat du Canton de Genève afin que celui-ci l'entérine par voie d'arrêté, conformément à l'article 11 alinéa 1 de la loi genevoise relative aux organismes de coopération transfrontalière (LOCT).
Le Président en informe le CRFG.
Le Président procède à la liquidation de l'[NOM A TROUVER].
3. Les parties demeurent responsables des engagements conclus avec les tiers par l'[NOM A TROUVER].
4. La répartition de la responsabilité et des charges de chaque partie est proportionnelle à la répartition de la contribution au budget de chaque partie l'année de la dissolution, sauf vote prévoyant une clé de répartition différente lors de l'assemblée de dissolution.

Article 29 : Conditions de liquidation après dissolution

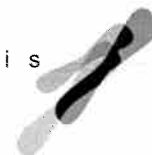
1. Une fois la dissolution prononcée par le Conseil d'Etat du Canton de Genève, la liquidation est réalisée sous la responsabilité du dernier Président de l'[NOM A TROUVER].
2. Si l'[NOM A TROUVER] ne peut répondre de ses dettes, la responsabilité est transférée à ses membres. La répartition des charges suit les mêmes règles que celle du financement du dernier budget de l'[NOM A TROUVER].

Partie III – DISPOSITIONS FINALES

Article 30 : Entrée en vigueur et durée de la présente convention

1. Après que toutes les parties signataires ont accompli, suivant leur droit interne respectif, les modalités nécessaires à l'approbation de la présente convention, les statuts entrent en vigueur le jour de leur approbation par le Conseil d'Etat genevois, conformément à la loi genevoise relative aux organismes de coopération transfrontalière (LOCT).
Le CRFG en est informé.
2. La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans. A son échéance, elle est renouvelée tacitement d'année en année. Chaque partie peut, à l'échéance, la dénoncer pour ce qui la concerne. La dénonciation prend effet à la fin de l'année civile, après un préavis de six mois au moins.

Fait à, le....., en ? exemplaires. Signatures



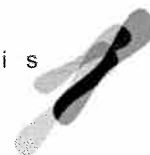
Demande de cofinancement Label Grand Projet- Région Rhône-Alpes

Études liées au déploiement territorial du Projet d'agglomération : études PACA (dépenses prises en charge par les partenaires français) et études thématiques : Tranche II

1. Rappel du plan de financement global du Projet d'agglomération 2008-2010

Plan global de Financement INTERREG IV:
Le 28/10/2007

Nature des dépenses (HT ou TTC) Taux 1€ = 1,70 CHF	Coût de l'opération 2008-2010					
	France		Suisse		TOTAL	
	(en CHF)	(en €)	(en CHF)	(en €)	(en CHF)	(en €)
1. Etudes Générales	455 000	267 647	620 000	364 706	1 075 000	632 353
<i>Approfondissement Schéma agglo</i>	<i>300 000</i>	<i>176 471</i>	<i>555 000</i>	<i>326 471</i>	<i>855 000</i>	<i>502 941</i>
<i>Etudes Générales Mobilité</i>	<i>155 000</i>	<i>91 176</i>	<i>65 000</i>	<i>38 235</i>	<i>220 000</i>	<i>129 412</i>
2. Etudes Liées aux Politiques de Services	525 000	308 824	250 000	147 059	775 000	455 882
<i>Logement</i>	<i>180 000</i>	<i>105 882</i>	<i>80 000</i>	<i>47 059</i>	<i>260 000</i>	<i>152 941</i>
<i>Pol des Poles de Dev Eco (PPDE)</i>	<i>345 000</i>	<i>202 941</i>	<i>170 000</i>	<i>100 000</i>	<i>515 000</i>	<i>302 941</i>
3. Etudes liées au déploiement territorial	1 794 700	1 055 706	2 295 300	1 350 176	4 090 000	2 405 882
<i>Lignes Directrices</i>	<i>300 000</i>	<i>176 471</i>	<i>130 000</i>	<i>76 471</i>	<i>430 000</i>	<i>252 941</i>
<i>PACA</i>	<i>1 494 700</i>	<i>879 235</i>	<i>2 165 300</i>	<i>1 273 706</i>	<i>3 660 000</i>	<i>2 152 941</i>
4. Observation du Territoire, Monitoring (Données géographiques +statistiques)	85 000	50 000	259 800	152 824	344 800	202 824
5. Communication, Participation	801 300	471 353	734 900	432 294	1 536 200	903 647
6. Management de Projet	94 000	55 294	135 000	79 412	229 000	134 706
<i>Sous-Total Programme Etudes (1+2+3+4+5+6)</i>	<i>3 755 000</i>	<i>2 208 824</i>	<i>4 295 000</i>	<i>2 526 471</i>	<i>8 050 000</i>	<i>4 735 294</i>
Personnel (postes mis à disposition du Projet)	1 286 070	756 512	5 429 300	3 193 706	6 715 370	3 950 218
Autres, dont frais généraux	816 150	480 088			816 150	480 088
<i>Frais administratifs (location locaux, fournitures, etc), frais de gestion (RH, comptabilité, marchés publics), investissement (PC-petits équipement), frais de séminaire</i>						
TOTAL des dépenses	5 857 220	3 445 424	9 724 300	5 720 176	15 581 520	9 165 600
<i>Pourcentage</i>		<i>38%</i>		<i>62%</i>		<i>100%</i>



Plan global de Financement INTERREG IV:
Le 28/10/2008

Recettes	France			Suisse			TOTAL		
	(en CHF)	(en €)	%	(en CHF)	(en €)	%	(en CHF)	(en €)	%
Taux 1 € = 1,70 CHF									
Autofinancement:									
France									
Annemasse Agglo (ARC)	1 062 721	625 130	18%				1 062 721	625 130	7%
Suisse:									
Canton de Genève				8 089 300	4 758 412	83%	8 089 300	4 758 412	52%
Ville de Genève				150 000	88 235	2%	150 000	88 235	1%
Association des communes genevoises				15 000	8 824	0%	15 000	8 824	0%
Canton de Vaud-Nyon Région-Ville de Nyon				960 000	564 706	10%	960 000	564 706	6%
Total autofinancement	1 062 721	625 130	18%	9 214 300	5 420 176	95%	10 277 021	6 045 306	66%
Cofinancements publics									
France:									
Région Rhône-Alpes	2 550 000	1 500 000	44%				2 550 000	1 500 000	16%
Conseil Général de l'Ain	219 300	129 000	4%				219 300	129 000	1%
Conseil Général de la Haute-Savoie	117 300	69 000	2%				117 300	69 000	1%
Suisse:									
INTERREG Canton Genève				250 000	147 059	3%	250 000	147 059	2%
INTERREG Canton Vaud				60 000	35 294	0,6%	60 000	35 294	0,4%
Total cofinancements publics	2 886 600	1 698 000	49%	310 000	182 353	3%	3 196 600	1 880 353	21%
Total financements nationaux	3 949 321	2 323 130	67%	9 524 300	5 602 529		13 473 621	7 925 659	86%
Union Européenne FEDER	1 907 900	1 122 294	33%				1 907 900	1 122 294	12%
Confédération suisse - INTERREG Fédéral				200 000	117 647	2%	200 000	117 647	1%
TOTAL GENERAL	5 857 220	3 445 424	100%	9 724 300	5 720 176	100%	15 581 520	9 165 600	100%

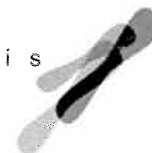
2. Dépenses : études liées au déploiement territorial du Projet d'agglomération : programme 2008-2010

La mise en œuvre de la Charte du Projet d'agglomération franco-valdo-genevoise signée le 5 décembre 2007 repose notamment sur un programme d'actions établi pour la période 2008-2010. Ce programme comprend notamment :

- des études liées au déploiement territorial du Projet d'agglomération : les études réalisées sur les Périmètre d'Aménagement Coordonné d'Agglomération (PACA) et les Lignes Directrices ;
- des études et démarches thématiques : agriculture ; démarche énergie-climat ; etc

Types de dépenses

Etudes, synthèses, assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite des études ; prestations de rédaction de compte-rendu : prestations de services extérieurs.



3. La demande de cofinancement : 2010 Tranche II (pour les dépenses prises en compte par les partenaires français)

Intitulé de l'opération

Études liées au déploiement territorial du Projet : études sur les Périmètres d'aménagement coordonné d'agglomération (PACA) et études thématiques : dépenses prises en charge par les partenaires français : tranche II

Attention au cours de l'année 2010 : d'autres opérations seront présentées en déclinaison de ce programme (autres études thématiques).

Échéancier de réalisation de l'opération

Janvier 2010-mars 2011

Descriptif de l'opération :

Cette tranche II du programme d'actions porte sur :

- la finalisation des études menées sur les Périmètres d'Aménagement Coordonné d'Agglomération (PACA)
- la réalisation de plan de synthèse (par exemple, le plan de synthèse entre le PACA Genève-Meyrin-Saint Genis et Genève-Ferney-Gex) : production d'images directrices ; dessin géo référencé ;
- assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- étude sur les Grands Equipements Structurants de l'agglomération ;
- accompagnement/positionnement du Projet agricole d'agglomération ;
- lancement de la démarche Energie-Climat à l'échelle de l'agglomération.

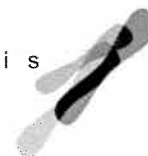
Maîtrise d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)

ARC Syndicat Mixte, porteur administratif du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois pour le compte des partenaires français

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2010, le temps de l'installation effective de l'ARC Syndicat et du vote de son Budget, la Communauté d'agglomération Annemasse-les Voirons Agglomération (« Annemasse Agglo ») a continué d'assurer le portage administratif de l'ARC et du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois pour le compte des partenaires français

Chef de projet

Monsieur Etienne Blanc, Président de l'ARC Syndicat Mixte



Référent technique

Frédéric Bessat, Chef de Projet (France) du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois -
frederic.bessat@projet-agglo.org

Coordonnées

ARC Syndicat Mixte
27, rue Jean Jaurès
Clos Babuty
F-74100 Ambilly
Tel. 04 50 04 54 08
Fax : 04 50 04 54 86

Nature des dépenses

Fonctionnement

Investissement

Situation au regard de la TVA

Assujettissement

Non-Assujettissement

Récupération FCTVA Oui

Non

Numéro SIRET ARC Syndicat Mixte : 200 024 016 00012

Numéro NAF : 8413Z

N° SIREN : 200 024 016

4. Coût et plan de financement de l'opération

Coût total de l'opération : 375 000 € TTC

Montant subventionnable : 375 000 € TTC

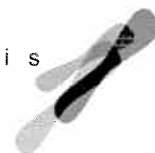
Participation régionale

Taux : 56% pour le compte des partenaires français

Montant : 210 000 €

Autres partenaires financiers du Projet d'agglomération pour la partie française

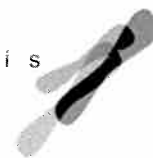
ARC Syndicat Mixte ; Etat ; Conseil général de l'Ain, Conseil général de la Haute-Savoie ; Union Européenne-FEDER (INTERREG IV).



Plan de financement de l'opération (TTC)

DEPENSES		RECETTES	
		Autofinancement partenaires français :	
		(1) PACA-Plan de Synthèse	
PACA-Plan de Synthèse (1)	230 000 €	ARC Syndicat Mixte (44%)	101 200 €
Prestation de rédaction de compte-rendu		Participation Région RA (56%)	128 800 €
Réalisation d'image directrice		Sous-Total 1	230 000 €
Dessin géoréférencé			
		Autofinancement partenaires français :	
		(2) Etudes-Démarches thématiques (2)	
Etudes-Démarches thématiques (2)	145 000 €	ARC Syndicat Mixte (44%)	63 800 €
Etude sur les Grands Equipements Structurants de l'agglomération		Participation Région RA (56%)	81 200 €
Accompagnement/positionnement du Projet agricole d'agglomération ;		Sous-Total 2	145 000 €
Lancement de la démarche Energie-Climat à l'échelle de l'agglomération.			
		TOTAL (1+2) Autofinancement partenaires français : Tranche II	
		ARC Syndicat Mixte (44%)	165 000 €
		Participation Région RA (56%)	210 000 €
MONTANT TOTAL (1+2)	375 000 €	TOTAL (1+2)	375 000 €

Signature du Maître d'Ouvrage, le



Demande de cofinancement Label Grand Projet Région Rhône-Alpes

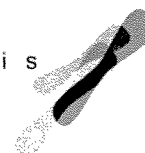
Communication-Participation : dépenses tranche III

1. Plan de financement

Rappel du plan de financement global du Projet d'agglomération 2008-2010 :

Plan global de Financement INTERREG IV:
Le 28/10/2007

Nature des dépenses (HT ou TTC) Taux 1€ = 1,70 CHF	Coût de l'opération 2008-2010					
	France		Suisse		TOTAL	
	(en CHF)	(en €)	(en CHF)	(en €)	(en CHF)	(en €)
1. Etudes Générales	455 000	267 647	620 000	364 706	1 075 000	632 353
<i>Approfondissement Schéma agglo</i>	<i>300 000</i>	<i>176 471</i>	<i>555 000</i>	<i>326 471</i>	<i>855 000</i>	<i>502 941</i>
<i>Etudes Générales Mobilité</i>	<i>155 000</i>	<i>91 176</i>	<i>65 000</i>	<i>38 235</i>	<i>220 000</i>	<i>129 412</i>
2. Etudes Liées aux Politiques de Services	525 000	308 824	250 000	147 059	775 000	455 882
<i>Logement</i>	<i>180 000</i>	<i>105 882</i>	<i>80 000</i>	<i>47 059</i>	<i>260 000</i>	<i>152 941</i>
<i>Pol des Poles de Dev Eco (PPDE)</i>	<i>345 000</i>	<i>202 941</i>	<i>170 000</i>	<i>100 000</i>	<i>515 000</i>	<i>302 941</i>
3. Etudes liées au déploiement territorial	1 794 700	1 055 706	2 295 300	1 350 176	4 090 000	2 405 882
<i>Lignes Directrices</i>	<i>300 000</i>	<i>176 471</i>	<i>130 000</i>	<i>76 471</i>	<i>430 000</i>	<i>252 941</i>
<i>PACA</i>	<i>1 494 700</i>	<i>879 235</i>	<i>2 165 300</i>	<i>1 273 706</i>	<i>3 660 000</i>	<i>2 152 941</i>
4. Observation du Territoire, Monitoring (Données géographiques +statistiques)	85 000	50 000	259 800	152 824	344 800	202 824
5. Communication, Participation	801 300	471 353	734 900	432 294	1 536 200	903 647
6. Management de Projet	94 000	55 294	135 000	79 412	229 000	134 706
<i>Sous-Total Programme Etudes (1+2+3+4+5+6)</i>	<i>3 755 000</i>	<i>2 208 824</i>	<i>4 295 000</i>	<i>2 526 471</i>	<i>8 050 000</i>	<i>4 735 294</i>
Personnel (postes mis à disposition du Projet)	1 286 070	756 512	5 429 300	3 193 706	6 715 370	3 950 218
Autres, dont frais généraux	816 150	480 088			816 150	480 088
<i>Frais administratifs (location locaux, fournitures, etc), frais de gestion (RH, comptabilité, marchés publics), investissement (PC-petits équipements), frais de séminaire</i>						
TOTAL des dépenses	5 857 220	3 445 424	9 724 300	5 720 176	15 581 520	9 165 600
<i>Pourcentage</i>		<i>38%</i>		<i>62%</i>		<i>100%</i>



Plan global de Financement INTERREG IV:
Le 28/10/2008

Recettes	France			Suisse			TOTAL		
	(en CHF)	(en €)	%	(en CHF)	(en €)	%	(en CHF)	(en €)	%
Taux 1 € = 1,70 CHF									
Autofinancement:									
France									
Annemasse Agglo (ARC)	1 062 721	625 130	18%				1 062 721	625 130	7%
Suisse:									
Canton de Genève				8 089 300	4 758 412	83%	8 089 300	4 758 412	52%
Ville de Genève				150 000	88 235	2%	150 000	88 235	1%
Association des communes genevoises				15 000	8 824	0%	15 000	8 824	0%
Canton de Vaud-Nyon Région-Ville de Nyon				960 000	564 706	10%	960 000	564 706	6%
Total autofinancement	1 062 721	625 130	18%	9 214 300	5 420 176	95%	10 277 021	6 045 306	66%
Cofinancements publics									
France:									
Région Rhône-Alpes	2 550 000	1 500 000	44%				2 550 000	1 500 000	16%
Conseil Général de l'Ain	219 300	129 000	4%				219 300	129 000	1%
Conseil Général de la Haute-Savoie	117 300	69 000	2%				117 300	69 000	1%
Suisse:									
INTERREG Canton Genève				250 000	147 059	3%	250 000	147 059	2%
INTERREG Canton Vaud				60 000	35 294	0,6%	60 000	35 294	0,4%
Total cofinancements publics	2 886 600	1 698 000	49%	310 000	182 353	3%	3 196 600	1 880 353	21%
Total financements nationaux	3 949 321	2 323 130	67%	9 524 300	5 602 529		13 473 621	7 925 659	86%
Union Européenne FEDER	1 907 900	1 122 294	33%				1 907 900	1 122 294	12%
Confédération suisse - INTERREG Fédéral				200 000	117 647	2%	200 000	117 647	1%
TOTAL GENERAL	5 857 220	3 445 424	100%	9 724 300	5 720 176	100%	15 581 520	9 165 600	100%

2. Dépenses de communication-participation

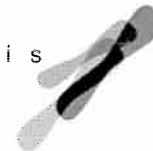
Une stratégie de communication est en place depuis 2007 dans laquelle s'inscrivent un plan de communication et un plan média. De nombreux outils de communication ont été créés : site internet et extranet, lettre d'information, compte-rendu, etc.

La mise en œuvre de cette stratégie est assurée par la chargée de communication du Projet d'agglomération franco-valdo-genevoise.

De même, la mise en œuvre du Projet d'agglomération s'accompagne d'une démarche participative établie à plusieurs échelles : globale à l'échelle de l'agglomération franco-valdo-genevoise (par ex. séminaires annuels thématiques) ; locale à l'échelle des Périmètres d'Aménagement Coordonné d'Agglomération (PACA). Cette démarche participative mobilise conjointement élus et représentants de la société civile française et suisse. Côté français, les Conseils Locaux de Développement sont ainsi sollicités aux différentes échelles.

Afin d'optimiser la mise en œuvre du plan de communication et la démarche participative, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevoise s'est adjoint les compétences de prestataires, notamment pour :

- La mise à jour et l'évolution des sites internet et extranet du Projet : marché de webmastering ;
- L'impression de certains outils de communication : marché de prestations de publications et d'imprimerie ;



- La rédaction et la mise en page de document, le développement des relations avec la presse : marché de prestations de rédaction, de graphisme et de relations presse (3 lots) ;
- L'animation de certains événements du Projet (tables rondes et séminaires) : marché de prestations d'animation.

3. Demande de cofinancement

Intitulé de l'opération : Communication-Participation : dépenses tranche III

Echéancier de réalisation de l'opération : janvier 2010 – mars 2011

Maîtrise d'ouvrage (bénéficiaire de la subvention)

ARC Syndicat Mixte, porteur administratif du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois pour le compte des partenaires français

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2010, le temps de l'installation effective de l'ARC Syndicat et du vote de son Budget, la Communauté d'agglomération Annemasse-les Voirons Agglomération (« Annemasse Agglo ») a continué d'assurer le portage administratif de l'ARC et du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois pour le compte des partenaires français

Chef de projet

Monsieur Etienne Blanc, Président de l'ARC Syndicat Mixte

Référent administratif

Frédéric Bessat, Chef de Projet (France) du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois - frederic.bessat@projet-agglo.org

Référent technique

Marie Caruso, chargée de communication du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois

Coordonnées

ARC Syndicat Mixte
27, rue Jean Jaurès
Clos Babuty
F-74100 Ambilly
Tel. 04 50 04 54 08
Fax : 04 50 04 54 86
email : marie.caruso@projet-agglo.org

Nature des dépenses

Fonctionnement

Investissement

Situation au regard de la TVA

Assujettissement

Non-assujettissement

Récupération FCTVA Oui

Non

Numéro SIRET ARC Syndicat Mixte : 200 024 016 00012

Numéro NAF : 8413Z

N° SIREN : 200 024 016

4. Coût et plan de financement de l'opération

Coût total de l'opération 241 948 € TTC

Montant subventionnable : 241 948 € TTC

Participation régionale

Taux : 30%

Montant : 72 584 €

Autres partenaires financiers du Projet d'agglomération pour la partie française

ARC Syndicat Mixte ; Conseil général de l'Ain, Conseil général de la Haute-Savoie ; Union européenne-FEDER (INTERREG IV)

Plan de financement de l'opération (TTC)

DEPENSES		RECETTES	
Montant des dépenses	241 948 €	Autofinancement des partenaires français :	
- Marché de prestations d'animation séminaires et tables-rondes		ARC Syndicat Mixte (70%)	169 364 €
- Intervenants séminaires		Participation Région RA (30%)	72 584 €
- Marché de webmastering			
- Marché de prestations de publications et d'imprimerie			
- Marché de prestations de rédaction, de graphisme et de relations presse			
- Plan média ;			
- Constitution et mise à jour de listings			
- Réservation de salles pour séminaires et tables-rondes, frais de réception (traiteur)			
TOTAL	241 948 €	TOTAL	241 948 €

Signature du maître d'ouvrage, le